NATIONS
UNIES

TD

Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/COM.2/46
11 décembre 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de la technologie
et des questions financières connexes
Septième session
Genève, 20-24 janvier 2003
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DES CONCLUSIONS CONCERTÉES ET DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION, Y COMPRIS LE SUIVI DE LA CONFÉRENCE DE DOHA

Rapport du secrétariat de la CNUCED

Résumé

Le présent rapport est consacré à l'application des recommandations adoptées par la Commission à sa sixième session; il est en particulier axé sur les activités d'assistance technique menées par la CNUCED en 2002 après l'adoption de la Déclaration ministérielle de Doha, dans les domaines de l'investissement (par. 20 à 22 de la Déclaration) et du commerce et de la technologie (par. 37), et indique notamment les modalités des activités exécutées, les activités prévues en 2003, et les éléments d'une évaluation préliminaire de l'impact des activités.

GE.02-52571 (F) 090103 100103

TABLE DES MATIÈRES

Page

Introduction 3

I. ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2002 4

A. Investissement 4

1. Analyse et élaboration des politiques 5

2. Mise en valeur des ressources humaines 7

3. Renforcement des capacités institutionnelles 9

B. Commerce et technologie 9

II. ACTIVITÉS PRÉVUES EN 2003 11

A. Investissement 11

B. Commerce et technologie 11

III. MODALITÉS 12

A. Investissement 12

1. Participation 12

2. Évaluation 12

3. Coopération avec d'autres organisations internationales 13

4. Financement 13

B. Commerce et technologie 14

IV. ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE 14

Annexes

I. Investissement: Activités exécutées dans le cadre du projet de fonds d'affectation spéciale INT/0T/0BG 15

II. Investissement: Activités à venir relevant du projet de fonds d'affectation spéciale INT/0T/0BG 18

Tableau

1. Études de la série consacrée à des questions concernant les accords internationaux d'investissement, publiées fin janvier 2003 5

INTRODUCTION

1. Dans les recommandations concertées adoptées à sa sixième session sur les points 3 et 4 de son ordre du jour, la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes a demandé au secrétariat d'entreprendre un certain nombre d'activités en relation avec l'analyse de l'investissement international et le transfert de technologie et leurs incidences sur les pays en développement, en vue d'aider ces pays à mieux évaluer leurs capacités à cet égard, d'attirer et d'exploiter avec profit des investissements étrangers directs (IED) et un transfert de technologie. Le secrétariat a donc entrepris un certain nombre d'activités, dont la rédaction et la publication du *World Investment Report 2002: Transnational Corporations and Export Competitiveness* (Numéro de vente: E.02.II.D.4), qui présente une analyse du système international de production. Il a également publié une note sur la répartition sectorielle de l'IED. Le *World Investment Report 2002* expose en outre une méthode permettant d'évaluer les capacités actuelles des pays en développement par rapport à leur niveau de compétitivité sur le marché international. S'appuyant sur le *World Investment Report 2001: Promoting Linkages* (Numéro de vente: E.01.II.D.12), dont les analyses ont été diffusées à l'occasion de divers séminaires régionaux, le rapport 2002 est plus spécifiquement axé sur les moyens d'améliorer les efforts déployés par les pays pour appliquer des programmes de ciblage et d'intégration de l'IED compatibles avec leurs stratégies d'industrialisation et de développement. Le secrétariat a également commencé de réaliser une étude sur les contraintes d'exploitation ou critères de résultat, qui devrait prochainement paraître. Dans tous les cas, une attention particulière a été accordée aux pays les moins avancés (PMA). Le rôle des préférences en matière d'accès aux marchés pour attirer l'IED a également été abordé dans le *World Investment Report 2002*. Le secrétariat fait régulièrement rapport sur les mesures prises pour assurer le suivi de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Un rapport complet sur les activités pertinentes du secrétariat figure dans la publication intitulée *2002 Activities Paper*, mise à la disposition de la Commission.

2. Dans les conclusions concertées adoptées sur le point 9 de son ordre du jour, et intitulées «Incidences de la Conférence ministérielle de Doha sur les travaux de la Commission», la Commission, à sa sixième session, a également prié le secrétariat de lui faire rapport à sa prochaine session sur les progrès accomplis dans ce domaine. Le présent rapport a été établi conformément à cette demande; on y trouvera un résumé et une évaluation par le secrétariat de ses activités propres et de ses activités d'assistance technique réalisées conjointement avec le secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002, conformément aux paragraphes 20 à 22 et 37 de la Déclaration ministérielle de Doha; sont également fournis des renseignements sur les activités prévues en 2003.

3. Les travaux réalisés combinent la recherche de consensus intergouvernementaux (Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes et ses réunions d'experts, et Commission de la science et de la technique au service du développement et ses groupes d'études, ainsi que des contributions au Groupe de travail des liens entre commerce et investissement et au Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie de l'OMC), des travaux d'analyse directive et des activités de coopération technique. Les activités de coopération technique en matière d'investissement sont en grande partie réalisées en collaboration avec le secrétariat de l'OMC.

4. Pour donner suite au mandat défini dans les paragraphes 20 à 22 de la Déclaration ministérielle de Doha, la CNUCED a élaboré un nouveau programme d'assistance technique dans le domaine de l'investissement, après avoir consulté un large éventail de délégations à Genève, en particulier des délégations de pays en développement, et le secrétariat de l'OMC[1]. Par ce programme, elle s'efforce de contribuer à la mise en œuvre des décisions prises à Doha dans le domaine de l'investissement, en étroite collaboration avec l'OMC et compte tenu de l'expérience que lui procure l'exécution de son programme de travail sur les accords internationaux d'investissement. Le programme porte sur trois secteurs d'activités correspondant, par ordre de priorité, aux trois éléments identifiés au paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Doha: analyse et élaboration des politiques, mise en valeur des ressources humaines et renforcement des capacités institutionnelles. La partie du programme qui est exécutée conjointement avec l'OMC figure dans le document de l'OMC portant la cote WT/COMTD/W/95/Rev.3[2]. Les secrétariats de deux organisations ont consulté différentes délégations au cours de l'année pour confirmer ou modifier la liste des activités prévues; la majorité des activités prévues dans le document de l'OMC ont été confirmées. Six des séminaires nationaux prévus en 2002 ont été annulés ou renvoyés à 2003, après consultation des délégations intéressées.

5. Conformément au mandat défini au paragraphe 37 de la Déclaration ministérielle de Doha, un Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie a été créé à l'OMC pour examiner les liens entre commerce et transfert de technologie et les mesures qui pourraient être prises dans le cadre du mandat de l'OMC pour accroître les flux de technologie vers les pays en développement. À cet égard, la CNUCED a engagé des consultations avec des délégations et coopère avec le secrétariat de l'OMC. En outre, conformément à la résolution 2001/31 du Conseil économique et social de l'ONU, elle a entrepris de lancer une initiative en matière de diplomatie de la science et de la technologie pour renforcer les capacités dans les pays en développement de traiter de façon plus efficace les questions relatives au rôle de la science et de la technologie dans les négociations multilatérales, en particulier pour ce qui est du commerce et de l'investissement.

I. ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2002

A. Investissement

6. Les activités entreprises en 2002 dans le cadre de ce programme de travail sont indiquées dans l'annexe I. La plupart des activités opérationnelles ont été exécutées conjointement avec l'OMC.

---

[1] Voir le rapport du Secrétaire général de la CNUCED intitulé «Capacity-building and technical cooperation for developing countries, especially LDCs, and economies in transition in support of their participation in the WTO Doha Work Programme» (UNCTAD/RMS/TCS, du 1er février 2002).

[2] Pour le rapport intérimaire de l'OMC, voir WT/WGTI/W/151, du 23 octobre 2002.

1. Analyse et élaboration des politiques

7. Le travail dans ce domaine après la Conférence de Doha a été concentré sur les relations entre IED, commerce et développement et, en particulier, sur des aspects essentiels des accords internationaux d'investissement, en vue d'approfondir la compréhension des questions en jeu, de déterminer l'éventail des problèmes à considérer, d'identifier et de protéger les intérêts des pays en développement et, notamment, de veiller à ce que la dimension du développement soit prise en compte.

8. Des travaux d'analyse spécifiques sur ces questions ont été engagés à l'automne 2002, avec le lancement d'un certain nombre d'analyses portant sur des thèmes intéressant les discussions.

9. D'autres travaux en cours ont également une incidence sur ce programme, il s'agit notamment de la série de la CNUCED consacrée aux accords internationaux d'investissement et de la série des *World Investment Report*. Pour ce qui est de la première, elle comprendra fin 2002 23 études (voir le tableau 1). (Un résumé des études peut être consulté à l'adresse http://www.unctad.org/iia/iiapapers/index.htm.). La traduction de ces études dans les différentes langues officielles de l'ONU se poursuit également.

Tableau 1. Études de la série consacrée à des questions concernant les accords internationaux d'investissement, publiées fin janvier 2003[a]

Admission et établissement (numéro de vente: F.99.II.D.10)
Dispute Settlement: Investor-State (à paraître)
Dispute Settlement: State-State (à paraître)
Employment (numéro de vente: E.00.II.D.15)
Environment (numéro de vente: E.01.II.D.3)
Fair and Equitable Treatment (numéro de vente: E.99.II.D.15)
Foreign Direct Investment and Development (numéro de vente: E.98.II.D.15)
Home Country Measures (numéro de vente: E.01.II.D.19)
Host Country Operational Measures (numéro de vente: E.01.II.D.18)
Illicit Payments (numéro de vente: E.01.II.D.20)
International Investment Agreements: Flexibility for Development (numéro de vente: E.00.II.D.6)
Investment-Related Trade Measures (numéro de vente: E.99.II.D.12)
Lessons from the MAI (numéro de vente: E.99.II.D.26)

Traitement de la nation la plus favorisée (numéro de vente: F.99.II.D.11)
National Treatment (numéro de vente: E.99.II.D.16)
Portée et définition (numéro de vente: F.99.II.D.9)
Social Responsibility (numéro de vente: E.01.II.D.4)
Taking of Property (numéro de vente: E.00.II.D.4)
Taxation (numéro de vente: E.00.II.D.5)
Technology Transfer (numéro de vente: E.01.II.D.33)
Transfer of Funds (numéro de vente: E.00.II.D.27)
Transfer Pricing (numéro de vente: E.99.II.D.8)
Trends in International Investment Agreements: An Overview (numéro de vente: E.99.II.D.23)

Source: CNUCED.

[a] Les numéros de vente sont indiqués entre parenthèses.

10. Le *World Investment Report 2002: Transnational Corporations and Export Competitiveness* analyse la diminution au niveau mondial des flux d'IED en 2001 et les options qui s'offrent aux pays en développement pour attirer des IED et en tirer profit. Il présente également une information actualisée sur l'évolution des législations et réglementations nationales et internationales concernant l'IED.

11. Également en 2002, le *Compendium on International Investment Agreements* a été augmenté des volumes VII, VIII et IX (numéros de vente: E.02.II.D.14, 15 et 16 respectivement) et X (à paraître). Ces nouveaux volumes viennent compléter la liste des instruments multilatéraux et régionaux, des dispositions concernant l'investissement figurant dans des accords de libre-échange ou d'intégration économique, des accords d'association, des accords bilatéraux et des instruments non gouvernementaux; on y trouve pour la première fois des modèles d'accords bilatéraux de double imposition.

12. Un certain nombre de séminaires régionaux ont été organisés conjointement avec le secrétariat de l'OMC, qui ont pour but d'aider les responsables en poste dans les capitales à suivre les travaux du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement de l'OMC et à s'en servir pour mieux évaluer les incidences d'une intensification de la coopération multilatérale pour ce qui est des relations entre commerce et investissement sur leurs politiques et objectifs de développement. *Fin 2002, quatre séminaires régionaux auront été organisés*: un en Amérique centrale, un en Amérique du Sud, un en Asie et un en Afrique.

13. Au niveau intergouvernemental, les activités d'analyse et d'élaboration des politiques se sont inscrites dans le contexte de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, en particulier avec la Réunion d'experts sur l'expérience d'approches bilatérales et régionales de la coopération multilatérale dans le domaine des investissements internationaux à long terme, en particulier de l'investissement étranger direct (Genève, 12-14 juin 2002), et la Réunion d'experts sur la contribution de l'IED au développement: politiques visant à accroître le rôle de l'IED dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises et des résultats économiques des pays d'accueil, compte tenu des interactions entre le commerce et l'investissement, aux niveaux national et international (Genève, 6-8 novembre 2002)[3]. Chaque réunion d'experts était saisie d'une note thématique établie par le secrétariat de la CNUCED, à savoir, respectivement, «Expériences d'approches bilatérales et régionales de la coopération multilatérale dans le domaine des investissements internationaux à long terme, en particulier l'investissement étranger direct» (TD/B/COM.2/EM.11/2, du 8 mai 2002) et «La contribution de l'investissement étranger direct au développement: politiques visant à accroître le rôle de l'IED aux niveaux national et international – questions de politique générale à examiner» (TD/B/COM.2/EM.17/1, du 23 septembre 2002).

14. Le secrétariat a également contribué aux débats du Groupe de travail de l'OMC sur les liens entre commerce et investissement, en prenant la parole à chacune des sessions du Groupe de travail sur les questions de fond dont celui-ci était saisi[4].

2. Mise en valeur des ressources humaines

15. Un certain nombre d'activités qui viennent d'être décrites comportent également un élément de mise en valeur des ressources humaines, en particulier les discussions au sein des organes intergouvernementaux et les séminaires régionaux.

16. Le secrétariat de la CNUCED a en outre organisé, conjointement avec le secrétariat de l'OMC, des cours régionaux de formation intensive, d'une durée de 10 jours, à l'intention de négociateurs d'accords internationaux d'investissement; ces cours constituent désormais une activité bien établie. Ils s'appuient en grande partie sur la série d'études de la CNUCED consacrée aux accords internationaux d'investissement et comportent également un volet compétences de négociation. En 2002, une section de chaque cours de formation a été consacrée aux questions énumérées au paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Doha, en vue de répondre aux besoins des membres de l'OMC en matière de formation de personnel dans

---

[3] Voir «Rapport de la Réunion d'experts sur l'expérience d'approches bilatérales et régionales de la coopération multilatérale dans le domaine des investissements internationaux à long terme, en particulier l'investissement étranger direct»; 9 juillet 2002 (TD/B/COM.2/41-TD/B/COM.2/EM.11/3); et «Rapport de la Réunion d'experts sur la contribution de l'IED au développement: politiques visant à accroître le rôle de l'IED dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises et des résultats économiques des pays d'accueil, compte tenu des interactions entre le commerce et l'investissement, au niveau national et international», à paraître.

[4] Le texte de ces interventions peut être consulté sur le site Web de la CNUCED.

ce domaine. La documentation établie par le secrétariat de l'OMC pour les réunions du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement et les communications présentées par des pays membres de l'OMC au Groupe ont été mises à la disposition des participants. *À la fin de l'année, quatre cours de formation auront été organisés*: un en Amérique latine, un en Asie et deux en Afrique.

17. Le volet renforcement des capacités régionales se manifeste par la participation d'institutions régionales à la diffusion des cours. L'idée est que ces institutions se chargent à terme de la diffusion des cours et en proposent de leur propre conception. Pour faciliter la transition, la dimension internationale est jumelée à la dimension régionale.

18. Le secrétariat met en place une capacité de téléenseignement pour ces cours. Les cours diffusés en 2002 comprenaient déjà des éléments de communication électronique pour l'organisation directe des cours ou, indirectement, pour leur suivi. On peut en outre mentionner la mise à jour (en continu) du site Web consacré aux accords internationaux d'investissement et la mise à disposition de l'ensemble de la documentation disponible avant les sessions de formation à la fois sur le site Web et sur CD-ROM. Par ailleurs, toutes les études de la série sur les accords internationaux d'investissement et le *Compendium of International Investment Instruments* ont été regroupés et publiés en un CD-ROM. Des efforts sont actuellement faits pour améliorer la facilité d'utilisation des CD-ROM, l'interactivité du site Web consacré aux accords internationaux d'investissement et, en particulier, la diffusion des cours eux-mêmes.

19. À Genève, il est prévu d'organiser des ateliers techniques à l'intention des délégations basées à Genève et de responsables venant des capitales, qui coïncident avec les réunions du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement de l'OMC. Organisés conjointement avec le secrétariat de l'OMC, ces ateliers techniques ont pour objet d'aider les délégations à participer de façon plus efficace aux activités visées au paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Doha; ils sont limités à un maximum de 30 participants chacun. *Fin 2002, quatre ateliers auront été organisés:* un atelier ordinaire en anglais[5], un en espagnol, un en français, et un atelier spécial pour les pays africains anglophones pour lequel un financement a été mobilisé de façon que des responsables des capitales puissent venir à Genève participer à cet atelier et à la réunion ultérieure du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement.

20. Le secrétariat de la CNUCED a également poursuivi ses activités de promotion et de facilitation de négociations. En novembre 2002, une nouvelle série de négociations d'accords bilatéraux d'investissement a été organisée en collaboration avec l'Organisation pour la francophonie entre PMA et pays exportateurs de capitaux, à la demande de plusieurs PMA. Elle a réuni, à Genève du 4 au 13 novembre 2002, 19 pays, dont 3 pays développés, et a abouti à la signature de 28 accords bilatéraux d'investissement et d'un mémorandum d'accord, outre le démarrage de discussions sur 5 autres accords bilatéraux. Ces négociations ont également servi de point de départ à des discussions préliminaires sur un accord régional d'investissement entre la France et les pays de la zone franc présents.

---

[5] En raison du grand nombre de délégations dont la langue de travail de prédilection est l'anglais, il a fallu prévoir deux ateliers en anglais; le second se déroulera immédiatement avant la première réunion du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement en 2003.

21. Ces réunions ou cycles de négociation d'accords bilatéraux d'investissement ont pour objet de permettre aux pays en développement de négocier des accords bilatéraux d'investissement avec d'autres pays intéressés, en particulier d'autres pays en développement. La CNUCED fournit des moyens matériels et un appui technique, y compris les services d'un spécialiste, et il est à noter que ces cycles de négociation réduisent considérablement le coût et les délais de négociation et de finalisation d'accords bilatéraux d'investissement entre les pays considérés, et qu'ils ont toujours été fructueux (même si à chaque fois, un certain nombre d'accords ne sont pas conclus à cause de diverses questions non résolues). De fait, un certain nombre d'accords bilatéraux d'investissement conclus lors d'une série de négociations avaient commencé d'être négociés auparavant. Ces activités et réunions organisées par la CNUCED contribuent en outre beaucoup au renforcement des capacités et à l'expérience des pays participants. En atteste le fait que, à plusieurs occasions, des pays ont fait venir à leurs propres frais des négociateurs supplémentaires pour qu'ils bénéficient de cette expérience. La CNUCED en tant que telle ne participe pas aux négociations.

3. Renforcement des capacités institutionnelles

22. Jusque-là, aucune activité spécifique n'a été entreprise pour renforcer les capacités institutionnelles des pays en développement dans le domaine des discussions ou des négociations sur l'investissement international. Toutefois, un certain nombre de séminaires nationaux dans des pays membres qui avaient demandé une assistance technique ont été organisés en collaboration avec le secrétariat de l'OMC à l'intention d'un grand nombre de responsables nationaux. *Fin 2002, six séminaires nationaux auront été organisés.*

23. En outre, au titre de la participation au programme de la société civile et dans le cadre d'un projet conjoint CNUCED-CUTS (Consumer Unity and Trust Society of India) sur la sensibilisation et le renforcement des capacités de la société civile concernant les régimes d'investissement et les questions d'investissement international, *deux ateliers nationaux et trois ateliers régionaux auront été organisés avant la fin de l'année 2002.* Le projet en question vise à répondre à la nécessité d'une participation et d'un renforcement des capacités de la société civile par l'organisation de travaux de recherche, puis de séminaires nationaux et régionaux réunissant des représentants de la société civile. Il est exécuté en Afrique du Sud, au Bangladesh, au Brésil, en Hongrie, en Inde, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie. La coopération de la CNUCED concerne l'offre de compétences, d'informations et de contacts, ainsi qu'une participation active au pilotage du projet.

24. Fin 2002, 23 activités distinctes auront été réalisées dans le domaine de l'investissement (voir l'annexe I).

B. Commerce et technologie

25. Les activités du secrétariat dans ce domaine consistent à appuyer les travaux du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie de l'OMC et à coopérer avec le secrétariat de l'OMC. Des représentants du secrétariat ont présenté des exposés sur les activités de la CNUCED concernant le transfert et le développement de la technologie au cours de la première réunion du Groupe de travail de l'OMC. Le secrétariat a également poursuivi ses consultations avec des délégations dans ce domaine. Pour ce qui est du programme de travail du Groupe de travail, les propositions soumises jusque-là par des groupes de pays portent sur

un examen de fond des dispositions relatives à la technologie figurant dans les Accords de l'OMC, telles qu'identifiées dans le *Compendium of International Technology Agreements* de la CNUCED (numéro de vente: E.01.II.D.28). En outre, trois études de cas sur le «transfert de technologie pour une bonne intégration dans l'économie mondiale» ont été établies, qui présentent des exemples d'initiatives nationales visant à favoriser le transfert de technologie. L'étude intitulée *Transfer of Technology* (numéro de vente: E.01.II.D.33) (de la série des études consacrées aux accords internationaux d'investissement) doit également être mentionnée, tout comme les documents établis à l'intention de la Commission de la science et de la technique au service du développement et de ses groupes d'étude, en particulier l'étude intitulée «Linking FDI, local technology development and strategic competitiveness» (à paraître), ainsi que les documents établis dans le cadre du projet de renforcement des capacités pour la propriété intellectuelle et le développement durable exécuté conjointement par la CNUCED et le Centre international de commerce et de développement durable; il s'agit notamment des avants-projets d'un document de travail devant faire la synthèse des principales questions afin d'aider les décideurs, les parties intéressées et l'opinion publique dans les pays en développement et les pays développés à bien comprendre les diverses perspectives propres à différents aspects des droits de propriété intellectuelle, leurs incidences connues ou possibles sur les moyens de subsistance et le développement durables, et différentes positions concernant les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), d'un ouvrage intitulé *Resource Book on TRIPS and Development* (qui est un guide fournissant des renseignements généraux et techniques sur les principales questions à l'examen en matière d'ADPIC), d'études de cas (concernant, par exemple, le transfert de technologie, la nutrition, les licences obligatoires, les indications géographiques), des *Indicators of the Relative Importance of IPRs in Developing Countries,* d'un rapport intitulé *Review of Activities*, consacré aux activités exécutées par d'autres organisations et institutions concernant les ADPIC, et d'une bibliographie (*Review of Literature*). Tous ces documents peuvent être consultés sur le site Web de la CNUCED (http://www.ictsd.org/unctad-ictsd/).

26. Il convient de mentionner une petite réunion d'experts organisée par la CNUCED en avril 2002, en vue d'identifier les politiques qui ont incité des entreprises à utiliser l'investissement pour créer de nouvelles capacités de production et obtenir des résultats sur le marché mondial. Les discussions ont porté sur des études de cas concernant le fabricant d'aéronefs Embraer au Brésil, l'industrie automobile sud-africaine et l'industrie pharmaceutique indienne.

27. Le secrétariat de la CNUCED a également conçu une initiative en matière de diplomatie de la science et de la technologie visant à aider les diplomates commerciaux, en particulier ceux qui sont en poste à Genève, à approfondir les connaissances nécessaires pour participer efficacement aux négociations internationales comportant un volet scientifique et technologique. Il s'agit de fournir une formation aux diplomates et aux responsables nationaux concernant le rôle de la science et de la technologie dans les négociations internationales. Initialement, l'accent sera mis sur les arrangements internationaux en matière de transfert de technologie, la biotechnologie et le commerce, et la gestion des risques technologiques, l'accès aux marchés et la normalisation. Cette initiative sera conduite par le biais de forums de dialogue, de sessions de formation et d'ateliers en ligne. Le premier forum a eu lieu le 10 juin 2002, immédiatement avant la deuxième réunion officielle du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie de l'OMC.

II. ACTIVITÉS PRÉVUES EN 2003

A. Investissement

28. D'après les demandes reçues de pays membres et compte tenu de la nécessité d'accorder la priorité aux activités régionales pour une utilisation efficace de ressources comptées, le secrétariat de la CNUCED a établi un plan indicatif d'activités d'assistance technique dans ce domaine devant être réalisées conjointement avec le secrétariat de l'OMC en 2003. Mais il continuera aussi de collaborer avec d'autres organisations intergouvernementales compétentes et, bien entendu, de réaliser des activités en toute autonomie.

29. Les activités devant être exécutées conjointement avec le secrétariat de l'OMC ont été intégrées au programme global d'activités d'assistance technique de l'OMC prévu pour 2003 (voir l'annexe II)[6]. La liste s'appuie sur les quatre catégories d'activités déjà réalisées en 2002; elle comprend des activités régionales pour l'Afrique, l'Asie, les Caraïbes, l'Europe centrale et orientale, l'Amérique latine et le Moyen-Orient, un certain nombre de séminaires nationaux, et des ateliers à l'intention de représentants en poste à Genève et de responsables venant des capitales. Priorité continuera d'être accordée aux besoins des pays les moins avancés et autres pays membres au faible revenu. En outre, on s'emploiera à élaborer un projet de renforcement des capacités institutionnelles.

30. Pour ce qui est du secrétariat de la CNUCED lui-même, les activités concerneront essentiellement l'analyse et l'élaboration des politiques, avec notamment la publication du *World Investment Report*, et les discussions à la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes et à ses réunions d'experts.

B. Commerce et technologie

31. Le secrétariat de la CNUCED continuera d'apporter un appui au Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie de l'OMC et à tenir des consultations avec les délégations.

32. La CNUCED finalisera, en consultation avec les organisations nationales et régionales compétentes, un document sur les initiatives et les mesures nationales prises jusque-là pour promouvoir et faciliter le transfert de technologie vers les pays en développement. Ce document passera en revue plusieurs programmes actuellement disponibles dans presque tous les pays développés. Pour une meilleure compréhension de la réalité des programmes, quelques exemples de projets réalisés dans le cadre de ces initiatives seront mentionnés dans le document.

33. L'initiative en matière de diplomatie de la science et de la technologie visera à fournir une formation aux diplomates, décideurs, universitaires et journalistes concernant le rôle de la science et de la technologie dans les négociations internationales et en matière de compétitivité, et l'importance d'une bonne préparation au niveau national dans divers domaines. Cette formation sera assurée par le biais d'ateliers techniques, de sessions de formation et d'ateliers en ligne, ainsi que par la promotion d'une formation professionnelle.

---

[6] Voir aussi le document WT/COMTD/W/104/Rev.1.

Des notes d'orientation et des documents de base sur les sujets thématiques de l'initiative ou sur de nouvelles questions intéressant la communauté diplomatique seront largement diffusées via Internet et d'autres moyens auprès des ministères nationaux compétents et autres utilisateurs, ainsi qu'auprès des participants aux sessions de formation.

III. MODALITÉS

A. Investissement

1. Participation

34. Les secrétariats de la CNUCED et de l'OMC s'efforcent de faire en sorte que le plus grand nombre possible d'activités, compte tenu des ressources disponibles, soit proposé aux PMA et autres pays à faible revenu dont les besoins en la matière sont jugés être les plus grands. Fin 2002, quatre activités régionales auront été organisées en Afrique, trois en Asie et trois en Amérique latine. L'atelier technique spécial à l'intention de responsables africains anglophones vise à répondre au besoin particulier des pays africains de bénéficier d'un plus grand soutien pour participer efficacement au Groupe de travail de l'OMC. Un deuxième atelier de ce type, à l'intention des pays africains francophones, aura lieu en 2003. Par ailleurs, l'actuel programme de séminaires régionaux et de cours de formation sera appliqué aux pays africains au cours du premier semestre de 2003.

35. Tous les membres de la CNUCED et de l'OMC n'ont pu profiter des activités entreprises en 2002. Des activités répondant aux besoins de pays des Caraïbes, d'Asie occidentale et d'Europe centrale et orientale sont donc proposées à titre prioritaire dans le programme d'assistance technique pour 2003.

36. Le secrétariat estime que fin 2002, 500 responsables environ (et un nombre appréciable de représentants du secteur privé) auront participé à une ou plusieurs activités d'assistance technique dans ce domaine. Plus de 80 représentants auront participé aux ateliers organisés à Genève, et plus de 400 auront participé à un ou plusieurs séminaires et cours de formation régionaux et nationaux. Environ la moitié de ces participants venaient de pays africains, 150 environ de pays asiatiques et une centaine de pays latino-américains.

2. Évaluation

37. Les secrétariats de la CNUCED et de l'OMC évaluent chaque activité d'assistance technique à partir des observations écrites fournies par les participants, et adaptent le programme des activités à venir en conséquence. D'une manière générale, les participants ont porté un jugement positif sur les activités réalisées à ce jour, et leur niveau de satisfaction s'est amélioré au fil des mois, comme en témoignent les formulaires d'évaluation remplis. Il ressort des formulaires renvoyés au secrétariat à ce jour que 90 % des participants estiment que l'activité d'assistance technique organisée a atteint son objectif pour ce qui est de fournir une information et d'améliorer la compréhension des questions considérées, et 88 % estiment que les activités ont été conduites de façon compétente et efficace par les secrétariats de la CNUCED et de l'OMC. Les activités sont généralement considérées comme pertinentes et utiles par rapport aux responsabilités exercées par les participants.

38. Dans le cadre des procédures de suivi et d'évaluation du programme d'ensemble, une évaluation à mi-parcours a été entreprise en septembre 2002, dont le rapport devrait être disponible en janvier 2003.

3. Coopération avec d'autres organisations internationales

39. Pour l'exécution de ce programme de travail, le secrétariat de la CNUCED a étroitement collaboré avec, avant tout autre, le secrétariat de l'OMC. Tous les séminaires régionaux et nationaux, les activités organisées à Genève à l'intention de négociateurs à l'OMC et les cours de formation intensive ont été exécutés conjointement avec l'OMC.

40. Le secrétariat de la CNUCED a en outre coopéré avec un certain nombre d'organisations régionales et nationales, en particulier avec l'Agence pour la francophonie, le Banco Centroamericano de Integracíon Económica, la Fondation allemande pour le développement, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des États américains et le Secrétariat général de la communauté andine. Des activités de coopération ont également été menées avec la Consumer Unity and Trust Society, d'Inde, la Fondation néerlandaise pour la recherche sur les sociétés multinationales (SOMO), l'Institut indien du commerce extérieur, l'Université Jawaharlal Nehru (Inde), le Labour Resource and Research Institute (Namibie), le Centre Legon d'Accra (Ghana), l'Université nationale de Singapour, Proinversion (Lima, Pérou), l'Université Senghor (Égypte), le Shanghai WTO Affairs Consultation Center (Chine), l'Université de Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), l'Université des Andes (Colombie), l'Université de Campinas (Brésil), l'Université de Lima (Pérou), l'Université de Pretoria (Afrique du Sud), l'Université de Tunis (Tunisie), et l'Université de Yaoundé (Cameroun).

4. Financement

41. Le programme de travail sur les accords internationaux d'investissement est principalement financé par des ressources extrabudgétaires. Le fonds d'affectation spéciale correspondant (INT/0T/0BG) est devenu opérationnel le 1er décembre 2000, avec des contributions reçues de l'Agence pour la francophonie, de la France, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse. En 2002, l'Agence pour la francophonie, la France, le Japon, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse y ont contribué. Les activités exécutées grâce à ce type de financement ont également bénéficié de contributions inscrites au chapitre 33 du Compte pour le développement de l'ONU (Projet K). En outre, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Chine, la Croatie, l'Égypte, le Gabon, le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, la Namibie, le Pérou, Singapour, Sri Lanka, la Thaïlande, la Tunisie et le Venezuela ont contribué au programme de travail en accueillant des colloques régionaux, des séminaires nationaux ou des activités de formation.

42. Durant 2002, le financement a été lent à venir, problème qui a été porté à l'attention du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement ainsi que de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes. La situation financière s'est certes améliorée en 2002, mais les activités prévues pour 2003 ne sont pas toutes assurées d'un financement.

B. Commerce et technologie

43. L'Initiative en matière de diplomatie de la science et de la technologie a jusque-là été exécutée par le secrétariat de la CNUCED en partenariat avec la Kennedy School of Government; le secrétariat recherchera un financement supplémentaire pour pouvoir la mener à bien dans toute son ampleur.

IV. ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE

44. Dans le domaine de l'investissement, le calendrier d'activités prévu pour 2002, tel que modifié au milieu de l'année en fonction des observations des délégations, aura été exécuté dans son intégralité à la fin de l'année. Vingt-quatre activités auront été réalisées, outre un certain nombre d'études. Le plan pour 2003 prévoit un nombre et une structure analogues d'activités. Toutes les demandes d'assistance technique adressées au secrétariat par des membres dans ce domaine ont été intégrées dans le plan d'activités pour 2002 ou pour 2003. D'ici mi-2003, toutes les régions et plusieurs sous-régions auront bénéficié d'activités du programme d'assistance technique: huit activités régionales auront été réalisées en Afrique, cinq en Amérique latine et dans les Caraïbes, quatre en Asie et une en Asie de l'Est et au Moyen-Orient, ainsi qu'en Europe centrale et orientale.

45. Depuis janvier 2002, un total de 102 pays (dont 57 pays en développement, 35 PMA, 4 pays en transition et 6 pays développés) auront bénéficié d'activités relatives à l'investissement entreprises dans le cadre du suivi de la Conférence de Doha (45 pays en Afrique, 26 en Asie et dans le Pacifique, 21 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2 dans l'hémisphère occidental et 8 en Europe). De l'ensemble de ces pays, 55 auront été des bénéficiaires directs de cours de formation intensive et 31 des bénéficiaires d'ateliers organisés à Genève, 66 auront participé à des séminaires régionaux et 19 aux réunions de négociation d'accords bilatéraux d'investissement intéressant des PMA. Fin 2002, des séminaires nationaux auront été organisés au Guatemala, en Chine, en Indonésie, à Sri Lanka, en Tunisie et au Venezuela.

Annexe I

Investissement: Activités exécutées dans le cadre du projet de fonds d'affectation spéciale INT/0T/0BG[a]

Calendrier des activités (janvier-décembre 2002)

Date	*Activité*	*Lieu*
21-25 janvier 2002	Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, sixième session	Genève (Suisse)
18-29 mars 2002	Cours de formation intensive − Pays africains anglophones*	Pretoria (Afrique du Sud)
18 et 19 avril 2002	Groupe de travail de l'OMC des liens entre commerce et investissement: participation et exposés sur les activités d'assistance technique et la «transparence»	Genève (Suisse)
6-8 mai 2002	Séminaire régional pour l'Asie et le Pacifique*	Singapour
13 et 14 mars 2002	Séminaire national en Chine*	Beijing (Chine)
16 mai 2002	Séminaire national en Indonésie*	Jakarta (Indonésie)
27 mai-6 juin 2002	Cours de formation intensive − Pays africains francophones*	Alexandrie (Égypte)
12-14 juin 2002	Réunion d'experts de la CNUCED sur l'expérience d'approches bilatérales et régionales de la coopération multilatérale dans le domaine des investissements internationaux à long terme, en particulier l'investissement étranger direct	Genève (Suisse)
19-21 juin 2002	Séminaire régional − Pays africains francophones*	Libreville (Gabon)
2 juillet 2002	Atelier pour les représentants en poste à Genève*	Genève (Suisse)
3-5 juillet 2002	Groupe de travail des liens entre commerce et investissement: participation et exposés sur les activités d'assistance technique et les «dispositions relatives au développement», la «non-discrimination»,	Genève (Suisse)

Date	*Activité*	*Lieu*
	les «engagements de préétablissement de type AGCS», l'établissement de listes positives	
12 et 13 août 2002	Séminaire régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes (pays hispanophones)*	San José (Costa Rica)
13 septembre 2002	Atelier pour les représentants en poste à Genève (pays francophones)*	Genève (Suisse)
16-18 septembre 2002	Groupe de travail des liens entre commerce et investissement: participation et exposé sur les activités d'assistance technique et les «exceptions et sauvegardes aux fins de la balance des paiements», les «consultations et le règlement des différends entre membres»	Genève (Suisse)
7 et 8 octobre 2002	Séminaire régional pour l'Amérique latine*	Lima (Pérou)
9-18 octobre 2002	Cours de formation intensive pour l'Amérique latine*	Lima (Pérou)
17-19 octobre 2002	Séminaire régional CNUCED-CUTS pour l'Afrique	Nairobi (Kenya)
24 et 25 octobre 2002	Séminaire national au Venezuela*	Caracas (Venezuela)
28 et 29 octobre 2002	Séminaire national au Guatemala*	Guatemala City (Guatemala)
4-13 novembre 2002	Série de négociations d'accords bilatéraux d'investissement − PMA	Genève (Suisse)
6-8 novembre 2002	Réunion d'experts de la CNUCED sur la contribution de l'IED au développement: politiques visant à accroître le rôle de l'IED dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises et des résultats économiques des pays d'accueil, compte tenu des interactions entre le commerce et l'investissement, aux niveaux national et international	Genève (Suisse)
18 et 19 novembre 2002	Atelier de la SADC sur la réglementation des investissements	Gabarone (Botswana)
21 et 22 novembre 2002	Séminaire national à Sri Lanka*	Colombo (Sri Lanka)

Date	*Activité*	*Lieu*
24 et 25 novembre 2002	Séminaire régional CNUCED-CUTS pour l'Asie	Jaipur (Inde)
25 novembre-6 décembre 2002	Cours de formation intensive pour l'Asie et le Pacifique*	New Delhi (Inde)
29 novembre 2002	Atelier pour les représentants en poste à Genève (hispanophones)*	Genève (Suisse)
1er et 2 décembre 2002	Atelier à l'intention de négociateurs nationaux venus des capitales (Afrique) financé par la JICA (Agence japonaise pour la coopération internationale)*	Genève (Suisse)
3 décembre 2002	Groupe de travail de l'OMC des liens entre commerce et investissement	Genève (Suisse)
4 et 5 décembre 2002	Séminaire régional CNUCED-CUTS pour l'Amérique latine	São Paulo (Brésil)
19 et 20 décembre 2002	Séminaire national en Tunisie*	Tunis (Tunisie)

Source: CNUCED.

Note: Les activités indiquées en grisé correspondent à des activités organisées dans le cadre du projet de fonds d'affectation spéciale INT/0T/0BG.

[a] Les activités réalisées conjointement avec le secrétariat de l'OMC sont indiquées par un astérisque (*).

Annexe II

Investissement: Activités à venir relevant du projet de fonds d'affectation spéciale INT/0T/0BG[a]

Calendrier des activités pour 2003		
Date	***Activité***	***Lieu***
20-24 janvier 2003	Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, septième session	Genève (Suisse)
[janvier 2003]	Séminaire régional pour l'Afrique (pays francophones)	Djibouti
[février 2003]	Séminaire régional pour l'Afrique (pays anglophones)*	Gaborone (Botswana)
[3-14 février 2003]	Cours de formation intensive pour les Caraïbes*	Kingston (Jamaïque)
[24 mars-5 avril 2003]	Cours de formation intensive pour l'Afrique (pays anglophones)*	Pretoria (Afrique du Sud)
[1er trimestre 2003]	Atelier à Genève*	Genève (Suisse)
[1er trimestre 2003]	Atelier à Genève*	Genève (Suisse)
[1er trimestre 2003]	Atelier à Genève*	Genève (Suisse)
[1er trimestre 2003]	Atelier de négociations d'accords bilatéraux d'investissement	[Bruxelles (Belgique)]
[1er trimestre 2003]	Séminaire régional pour les pays arabes et les pays du Moyen-Orient*	[Doha (Qatar)]
[1er trimestre 2003]	Séminaire d'information	Genève (Suisse)
[12-25 mai 2003]	Cours de formation intensive pour l'Afrique (pays francophones)*	Alexandrie (Égypte)
[2e trimestre 2003]	Atelier à Genève*	Genève (Suisse)
[2e trimestre 2003]	Séminaire régional pour l'Asie centrale et occidentale*	[Islamabad (Pakistan)]
[2e trimestre 2003]	Séminaire régional pour l'Europe centrale et orientale*	[Lituanie]
[2e trimestre 2003]	Séminaire régional pour les pays des Caraïbes*	[Jamaïque]
[2e trimestre 2003]	Séminaire d'information	Genève (Suisse)

Calendrier des activités pour 2003		
Date	***Activité***	***Lieu***
[3e trimestre 2003]	Séminaire régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes*	[Mexique]
[à confirmer]	Séminaire national en Argentine*	[Buenos Aires (Argentine)]
[à confirmer]	Séminaire national à Cuba*	[Havane (Cuba)]
[à confirmer]	Séminaire national à Djibouti*	[Djibouti]
[à confirmer]	Séminaire national au Koweït*	[Koweït]
[à confirmer]	Séminaire national au Maroc*	[Maroc]
[à confirmer]	Séminaire national en Roumanie*	[Roumanie]
[à confirmer]	Séminaire national au Yémen*	[Yemen]

Source: CNUCED.

Note: Les activités indiquées en grisé relèvent du programme conjoint CNUCED/OMC d'activités sur les liens entre le commerce et l'investissement faisant suite au programme de travail de Doha; les crochets indiquent que les dates ou lieux sont à confirmer.

[a] Les activités réalisées conjointement avec le secrétariat de l'OMC sont indiquées par un astérisque (*).